

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

ET DES FINANCES



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

DEUXIEME TRIMESTRE 2013

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| I. CONTEXTE..... | 4 |
| II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL | 4 |
| III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL | 6 |
| III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel..... | 9 |
| III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel : | 9 |
| III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes: | 12 |
| III.2 Dépenses de personnel | 14 |
| IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR..... | 16 |
| IV.1 Les comptes d'affectation spéciale..... | 16 |
| IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR)..... | 16 |
| IV.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale | 17 |
| IV.2 Le compte de commerce..... | 18 |
| IV.3 Les comptes de prêts..... | 18 |
| IV.4 Les comptes d'avance | 18 |
| IV.5 Les comptes de garanties et d'avals..... | 18 |

Liste des Graphiques :

| | |
|---|----|
| <i>Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires entre le premier et le deuxième trimestre 2013</i> | 6 |
| <i>Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)</i> | 10 |
| <i>Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 30/06/2013</i> | 14 |
| <i>Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2012 et de 2013 (en milliards)</i> | 15 |
| <i>Graphique 5: Masse salariale mensuelle et cumul de janvier à juin 2013 (en milliards)</i> | 15 |
| <i>Graphique 6: Situation du FNR du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)</i> | 17 |
| <i>Graphique 7 : Evolutions comparées des dépenses et des recettes du FNR de 2012 et de 2013 (en milliards)</i> | 17 |

Liste des tableaux

| | |
|---|----|
| <i>Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)</i> | 6 |
| <i>Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 30/06/2013 (en milliards)</i> | 8 |
| <i>Tableau 3: Service de la dette publique au titre du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)</i> | 10 |
| <i>Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement</i> | 11 |
| <i>Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants</i> | 11 |
| <i>Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat</i> | 12 |
| <i>Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital</i> | 13 |
| <i>Tableau 8: Evolution de la masse salariale au deuxième trimestre 2013 (en milliards)</i> | 15 |
| <i>Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)</i> | 16 |
| <i>Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)</i> | 16 |

Liste des annexes

| | |
|---|----|
| <i>ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 30/06/2013 (en milliards)</i> | 19 |
| <i>ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 juin 2013 en FCFA</i> | 20 |
| <i>ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2013 (hors dette et hors personnel)</i> | 21 |
| <i>ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre</i> | 22 |

I. CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'exécution de la loi n°2012-18- du 17 décembre 2012, portant loi de finances pour l'année 2013, au titre des opérations du deuxième trimestre. Il est destiné à l'information des députés, conformément aux dispositions de l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances. Il est également mis à la disposition du public, conformément à l'exigence de transparence, réaffirmée par la loi n°2012-22 du 27 décembre 2012 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques, notamment au point 6 de son annexe.

Le présent rapport décrit la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor au 30 juin 2013 et procède également à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il est important de souligner que les crédits des postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas comptabilisés dans la présente situation d'exécution du fait que ces structures de l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au SIGFIP.

II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL

Les ressources internes du budget général recouvrées au cours du deuxième trimestre 2013 se chiffrent à un montant de 514,72 milliards, soit une hausse de 54,19 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est expliquée par les recettes fiscales (+65,8 milliards) et les recettes non fiscales (+27,82 milliards). En revanche, les autres recettes ont diminué de 39,43 milliards par rapport au premier trimestre de 2013.

L'évolution du recouvrement des recettes fiscales est due principalement aux impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital (+54 milliards), les droits et taxes à l'importation (+29,3 milliards). Toutefois, cette hausse a été atténuée par les impôts et taxes intérieures sur les biens et services et les impôts sur les salaires, qui ont diminué respectivement de 12,1 milliards et 9,6 milliards par rapport au premier trimestre.

Quant aux recettes non fiscales, leur augmentation est liée essentiellement aux produits financiers (+14,5 milliards).

S'agissant des autres recettes, la forte baisse des émissions de bons et obligations du Trésor de 62,9 milliards a été à l'origine de leur tendance baissière.

En cumul au 30 juin 2013, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 975,25 milliards sur une prévision annuelle de 2053,55 milliards ; soit un niveau de réalisation de 47,5%.

Les recettes fiscales et non fiscales se sont établies à 725,48 milliards, pour un objectif de 790,1 milliards, soit une moins-value d'un montant de 64,62 milliards imputable essentiellement aux recettes fiscales. Ces dernières sont recouvrées à hauteur de 689 milliards contre un objectif de 775,1 milliards. Cette contre performance est attribuable principalement aux impôts et taxes intérieures sur les biens et services ainsi qu'aux droits et taxes à l'importation.

En effet, les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services se sont chiffrés à un montant de 176,5 milliards, soit une moins-value de 41,8 milliards par rapport à l'objectif de 218,3 milliards. Cette situation reflète, d'une part, l'effet de la réforme relative à la suppression du précompte de TVA au niveau des grandes entreprises et des établissements publics et agences, et d'autre part, la baisse du chiffre d'affaires dans des secteurs porteurs de TVA, notamment l'huilerie, les BTP et la production de sucre.

S'agissant des droits et taxes à l'importation, ils sont estimés à un montant de 239,3 milliards pour un objectif de 259,9 milliards, soit une moins-value de 20,6 milliards expliquée essentiellement par les arriérés de paiement de la SENELEC évalués à 29,8 milliards sur la période.

Par rapport à la même période de l'année 2012, les recouvrements sur les recettes fiscales et non fiscales se sont inscrits en baisse de 8,52 milliards, soit 1,16%. Cette baisse est essentiellement imputable aux recettes non fiscales qui ont régressé de 12,42 milliards du fait de la non reconduction des redevances au titre des appels entrants de 2012 d'un montant de 27,6 milliards.

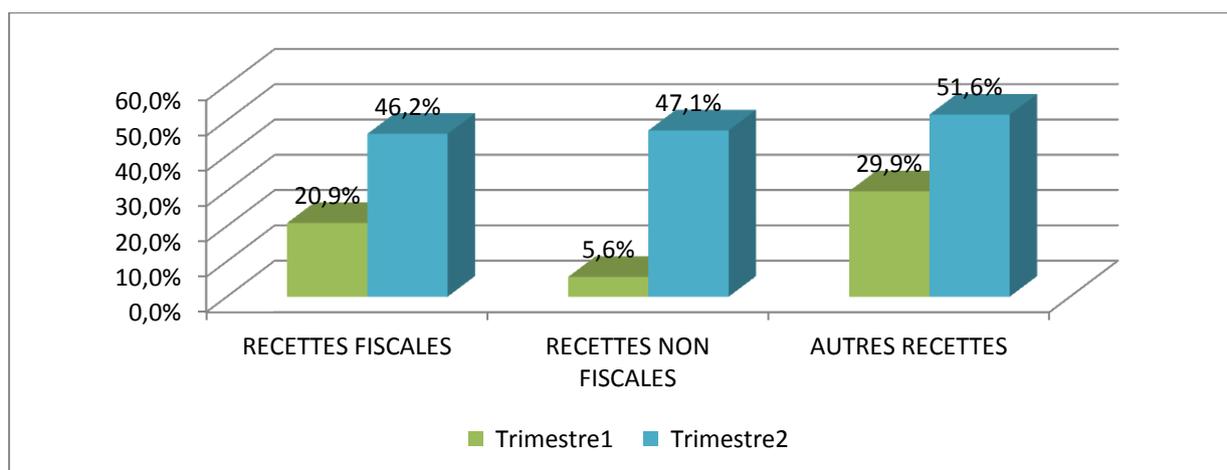
Les autres recettes, composées principalement des émissions de bons et d'obligations du Trésor, des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocédés, sont arrêtées au 30 juin 2013, à un montant de 249,77 milliards dont 147,2 milliards de bons du Trésor, 59,1 milliards d'obligations et 28,27 milliards de recettes exceptionnelles (PPTE/IADM).

Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 du présent document et le graphique ci-après permet d'apprécier l'évolution des taux de réalisation des recettes entre le premier et le deuxième trimestre 2013.

Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)

| Nature de la recette | Prévisions LFI | Réalisation Trim. 1 | Réalisation Trim. 2 | Cumul au 30 juin 2013 | Taux de réalisation |
|---|----------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| RECETTES FISCALES | 1492,5 | 311,6 | 377,4 | 689 | 46,2% |
| Impôts directs | 423,2 | 100,7 | 143,4 | 244,1 | 57,7% |
| Impôts indirects | 1069,3 | 210,9 | 234 | 444,9 | 41,6% |
| RECETTES NON FISCALES | 77,4 | 4,33 | 32,15 | 36,48 | 47,1% |
| TOTAL RECTTES FISCALES ET NON FISCALES | 1569,9 | 315,93 | 409,55 | 725,48 | 46,2% |
| AUTRES RECETTES | 483,65 | 144,6 | 105,17 | 249,77 | 51,6% |
| TOTAL RECETTES INTERNES | 2053,55 | 460,53 | 514,72 | 975,25 | 47,5% |

Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires entre le premier et le deuxième trimestre 2013



III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Prévus pour un montant global de 2053,550 milliards dans la loi de finances initiale pour 2013, les crédits du budget général ont été portés à 2079,745 milliards du fait des reports de crédits d'investissement (25,765 milliards) et des actes réglementaires d'ouverture de crédit (430 millions).

Au 30 juin 2013, ces crédits sont engagés à hauteur de 1025,683 milliards, soit un taux d'exécution semestriel de 49,32%.

Ces engagements sont ordonnancés pour un montant de 966,999 milliards et payés à hauteur de 916,743 milliards pour le premier semestre 2013.

Le tableau suivant résume les différents niveaux d'exécution du budget général par titre au 30 juin 2013.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 30/06/2013 (en milliards)

| Titre | Prévision (1) | Modifications (2) | Report de crédits (3) | Total prévision (4) = 1+ 2+ 3 | Engagement (5) | taux d'engagement des crédits (6)= 5/4 | Liquidation (7) | Taux de liquidation des engagements (8) = 7/5 | Ordonnancement (9) | Taux d'ordonnement des liquidations (10)=9/7 | Paiement (11) | Reste à payer ou à prendre en charge (12) = 7 - 9 |
|---|------------------|----------------------|--------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--------------------|--|-----------------------|---|------------------|--|
| Titre 1- Dette publique | 440,850 | | | 440,850 | 213,300 | 48,38% | 213,300 | 100,00% | 213,300 | 100,00% | 213,300 | 0,000 |
| Titre 2- Dépenses de personnel | 467,100 | | | 467,100 | 228,232 | 48,86% | 228,232 | 100,00% | 228,232 | 100,00% | 228,232 | 0,000 |
| Titre 3-Dépenses de fonctionnement | 352,095 | -12,557 | | 339,538 | 152,236 | 44,84% | 119,485 | 78,49% | 118,838 | 99,46% | 91,803 | 27,035 |
| Titre 4- Transferts courants | 278,205 | 12,557 | | 290,762 | 190,978 | 65,68% | 190,978 | 100,00% | 190,300 | 99,64% | 182,288 | 8,012 |
| Total dépenses ordinaires | 1538,250 | 0,000 | 0,000 | 1538,250 | 784,746 | 51,02% | 751,995 | 95,83% | 750,670 | 99,82% | 715,623 | 35,047 |
| Total dépenses ordinaires hors personnel | 1071,150 | 0,000 | 0,000 | 1071,150 | 556,514 | 51,95% | 523,763 | 94,11% | 522,438 | 99,75% | 487,391 | 35,047 |
| Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat | 183,982 | -21,122 | 16,190 | 179,050 | 55,291 | 30,88% | 32,992 | 59,67% | 32,056 | 97,16% | 20,418 | 11,638 |
| Titre 6- Transferts en capital | 331,318 | 21,552 | 9,575 | 362,445 | 185,646 | 51,22% | 185,646 | 100,00% | 184,273 | 99,26% | 180,702 | 3,571 |
| Total Investissement | 515,300 | 0,430 | 25,765 | 541,495 | 240,937 | 44,49% | 218,638 | 90,74% | 216,329 | 98,94% | 201,120 | 15,209 |
| TOTAL BG | 2053,550 | 0,430 | 25,765 | 2079,745 | 1025,683 | 49,32% | 970,633 | 94,63% | 966,999 | 99,63% | 916,743 | 50,256 |

III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits ouverts, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1071,150 milliards. Ils sont exécutés au 30 juin 2013 comme suit:

- Engagement : 556,514 milliards soit 51,95% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge de l'Etat;
- Liquidation : 523,763 milliards, soit 94,11% des engagements; elle correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- Ordonnancement : 522,438 milliards, soit 99,75% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- Paiement : le montant des paiements au 30 juin 2013 est arrêté à 487,391 milliards, soit un taux de paiement de 93,29% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 35,047 milliards.

En outre, un montant de 5,949 milliards a été exécuté sous forme d'avance à régulariser.

- **La dette publique :** Le service de la dette publique payé au cours du deuxième trimestre 2013 est évalué à un montant de 101,36 milliards dont 69,22 milliards pour le principal et 32,14 milliards au titre des intérêts.

Le montant des paiements au titre de la dette extérieure au cours du trimestre sous revue est de 37,050 milliards. S'agissant de la dette intérieure, le montant des paiements pour la même période est de 64,31 milliards et comprennent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et du fonds koweïtien.

En cumul au 30 juin 2013, le montant payé, au titre du service de la dette publique, est évalué à 213,30 milliards, soit 23% des paiements des dépenses du budget général. Les paiements sont destinés à honorer les échéances sur la

dette intérieure pour un montant de 158,76 milliards et celles relatives à la dette extérieure pour un montant de 54,53 milliards.

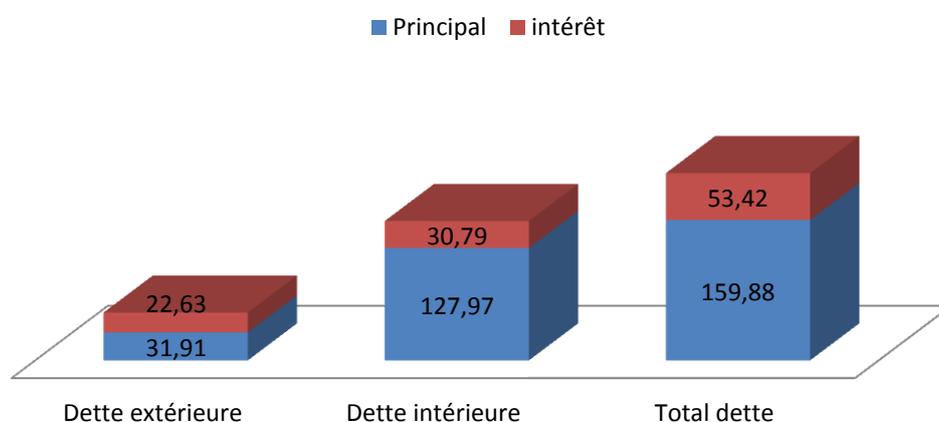
Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique s'est établi à 48,4% au 30 juin 2013.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique pour le premier semestre 2013.

Tableau 3: Service de la dette publique au titre du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)

| Dette publique 2013 | T1_13 | T2_13 | Cumul | Ecart T2_13/T1_13 | |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|-------------|
| | | | | valeur | % |
| Dette extérieure | 17,48 | 37,05 | 54,53 | 19,57 | 112% |
| Principal | 10,71 | 21,20 | 31,91 | 10,49 | 98% |
| intérêt | 6,78 | 15,85 | 22,62 | 9,07 | 134% |
| Dette intérieure | 94,45 | 64,31 | 158,76 | -30,14 | -32% |
| Principal | 79,95 | 48,02 | 127,97 | -31,93 | -40% |
| intérêt | 14,50 | 16,29 | 30,79 | 1,79 | 12% |
| Dette publique totale | 111,94 | 101,36 | 213,30 | -10,58 | -9% |

Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)



➤ **Les dépenses de fonctionnement:** Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés **en cumul** au 30 juin 2013 et se présentent comme suit:

- Engagement : 152,236 milliards ; soit 44,8% des crédits ouverts ;
- Liquidation : 119,485 milliards; soit 78,49% des engagements ;
- Ordonnancement : 118,838 milliards; soit 99,46% des liquidations ;
- Paiement : 91,803 milliards ; soit 77,25% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 27,035 milliards;
- Caisse d'avance à régulariser : 4,450 milliards.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de fonctionnement est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une amélioration du niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement pour lesquels le taux d'engagement a évolué de près de 3 points de pourcentage et le taux de paiement de 0,4 point.

Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

| | Trim. 2 2012 | Trim. 2 2013 | Ecart |
|--------------------------------------|--------------|--------------|-------|
| taux d'engagement des crédits | 42,0% | 44,8% | 2,8% |
| taux de liquidation des engagements | 78,2% | 78,5% | 0,2% |
| taux d'ordonnement des liquidations | 99,4% | 99,5% | 0,0% |
| taux de Paiement des ordonnancements | 76,9% | 77,3% | 0,4% |

➤ **Les transferts courants** : Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc. Les niveaux d'exécution sont analysés **en cumul** au 30 juin 2013 et se présentent comme suit:

- Engagement : 190,978 milliards, soit 65,68% des crédits ouverts ;
- Ordonnement : 190,3 milliards; soit 99,64% des engagements ;
- Paiement : 182,288 milliards; soit 95,79% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 8,012 milliards;
- Caisse d'avance à régulariser : 1,499 milliard.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts courants est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une amélioration du niveau d'exécution des transferts courants pour lesquels le taux d'engagement a évolué de 3,8 points de pourcentage. Cependant, le niveau de paiement des ordonnancements a baissé de 2,1 points de pourcentage. Cette situation s'explique par des restes à payer ou à prendre en charge plus importants pour le 1^{er} semestre 2013 (8,012 milliards) que pour la même période de l'année 2012 (3,86 milliards).

Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

| | Trim. 2 2012 | Trim. 2 2013 | Ecart |
|--------------------------------------|--------------|--------------|-------|
| taux d'engagement des crédits | 61,9% | 65,7% | 3,8% |
| taux d'ordonnement des engagements | 99,6% | 99,6% | 0,0% |
| taux de Paiement des ordonnancements | 97,9% | 95,8% | -2,1% |

III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 515,300 milliards réparti entre les investissements exécutés par l'Etat pour un montant de 183,982 milliards et les transferts en capital pour un montant de 331,318 milliards. Elles ont été revues à la hausse pour un montant total de 26,195 milliards réparti comme suit :

- i. 25,765 milliards de crédits non consommés sur la gestion 2012 et reportés sur celle de 2013;
- ii. 430 millions d'ouverture de crédits en faveur du projet « Prévention et maîtrise des catastrophes » dans le cadre de la lutte contre les inondations.

Les dépenses en capital sont composées des investissements exécutés par l'Etat et des transferts en capital.

- **Les investissements exécutés par l'Etat:** Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés en cumul au 30 juin 2013 et se présentent comme suit:
- Engagement : 55,291 milliards; soit 30,88% des crédits ouverts ;
 - Liquidation : 32,992 milliards ; soit 59,67% des engagements ;
 - Ordonnancement : 32,056 milliards; soit 97,16% des liquidations ;
 - Paiement : 20,418 milliards, soit 63,69% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 11,638 milliards;
 - Caisse d'avance à régulariser : 0,662 milliard.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des investissements exécutés par l'Etat est consignées dans le tableau ci-dessous. Il montre une baisse à tous les niveaux, des taux de réalisation des investissements exécutés par l'Etat par rapport à la même période de 2012.

Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

| | Trim. 2 2012 | Trim. 2 2013 | Ecart |
|--|--------------|--------------|--------|
| taux d'engagement des crédits | 47,4% | 30,9% | -16,5% |
| taux de liquidation des engagements | 76,6% | 59,7% | -16,9% |
| taux d'ordonnancement des liquidations | 99,3% | 97,2% | -2,1% |
| taux de Paiement des ordonnancements | 70,4% | 63,7% | -6,7% |

- **Les transferts en capital:** Ils sont destinés aux investissements exécutés par les agences et autres entités autonomes similaires et aux subventions

d'investissement pour les Collectivités locales et les établissements publics. Les niveaux d'exécution sont analysés en cumul au 30 juin 2013 et se présentent comme suit :

- Engagement : 185,646 milliards; soit 51,22% des crédits ouverts ;
- Ordonnancement : 184,273 milliards; soit 99,26% des engagements ;
- Paiement : 180,702 milliards; soit 98,06% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 3,571 milliards.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts en capital est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une amélioration du taux d'engagement des crédits et du taux de paiement des ordonnancements respectivement de 11,1 points et 5,2 points de pourcentage.

Cependant les diligences dans l'ordonnancement des engagements ont été plus perceptibles pour le 1^{er} semestre de 2012 que pour la même période de 2013 où on a noté une légère baisse de 0,5 point de pourcentage.

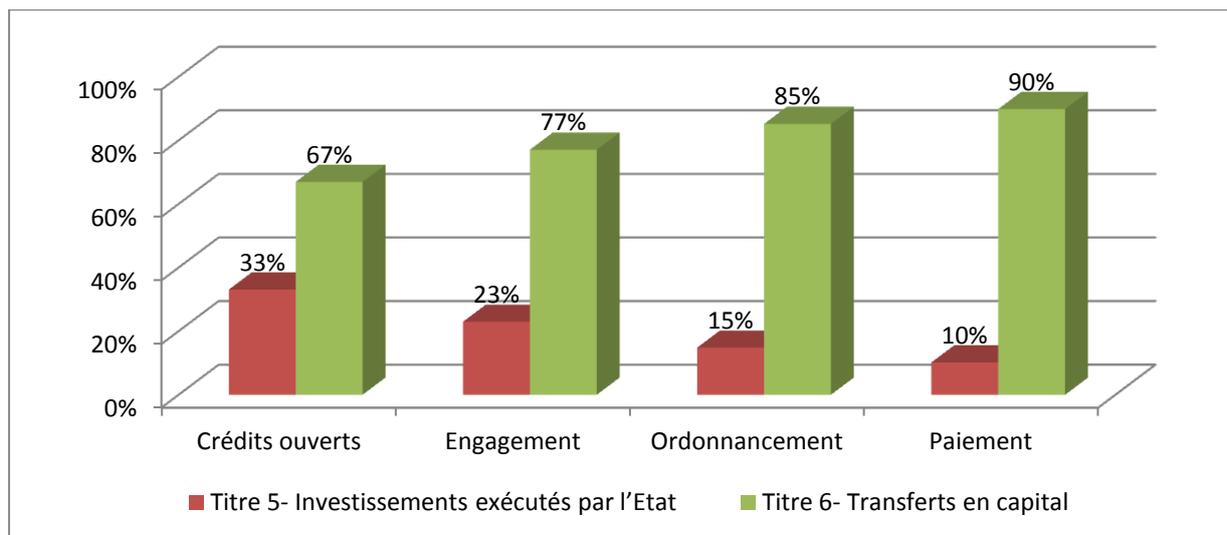
Il y a lieu de faire remarquer que le niveau d'exécution budgétaire appréciable des transferts en capital ne traduit pas nécessairement un bon niveau de réalisation des projets d'investissement dont l'exécution est confiée à des structures jouissant d'une autonomie de gestion. En effet, ces structures disposent de comptes de dépôt au niveau du Trésor, dans lesquels sont virés lesdits transferts. La mobilisation effective des montants virés dans ces comptes en vue de la réalisation des projets d'investissement pour lesquels ils sont destinés, peut intervenir au-delà de l'année budgétaire correspondante.

Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

| | Trim. 2 2012 | Trim. 2 2013 | Ecart |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| taux d'engagement des crédits | 40,1% | 51,2% | 11,1% |
| taux d'ordonnancement des engagements | 99,8% | 99,3% | -0,5% |
| taux de Paiement des ordonnancements | 92,9% | 98,1% | 5,2% |

Le graphique ci-après fait état de la répartition des dépenses d'investissement, au deuxième trimestre 2013, entre les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital. Il montre que les transferts en capital sont privilégiés par rapport aux investissements exécutés par l'Etat aussi bien au moment de la répartition initiale des crédits qu'en cours d'exécution budgétaire.

Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 30/06/2013



Le graphique de l'annexe 3 permet de faire une comparaison des taux d'engagement global des crédits du budget général hors dette et hors personnel, par section au 30 juin 2013. Il montre une forte disparité dans la mobilisation des crédits.

En effet, si le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités locales, la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) et le Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des Zones d'Inondation ont atteint des niveaux d'exécution appréciables de leurs crédits avec respectivement 90%, 76% et 70%, il en est autrement pour la Cour des comptes, le Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et le Ministère des Sports qui sont à des niveaux de mobilisation respectifs de 3%, 11% et 22% au 30 juin 2013.

III.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel payées au courant du deuxième trimestre 2013 s'élèvent à un montant de 115,216 milliards contre 113,016 milliards pour le premier trimestre ; soit une hausse de 2,2 milliards. Cette hausse est essentiellement due aux paiements du mois d'avril qui ont évolué de 2,527 milliards par rapport à ceux du mois de mars 2013 du fait des allocations faites, au début de chaque trimestre, au profit de l'Assemblée nationale et du Conseil Economique Social et Environnemental.

En cumul au 30 juin 2013, le montant total de la masse salariale se chiffre à 228,232 milliards, enregistrant ainsi une hausse de 1,2%, soit 2,696 milliards par rapport au montant payé à la même période pour l'année 2012.

Cette hausse est la résultante de celles notées pour le premier trimestre pour 1,395 milliard et le deuxième trimestre pour 1,301 milliard comme le montre le tableau ci-après.

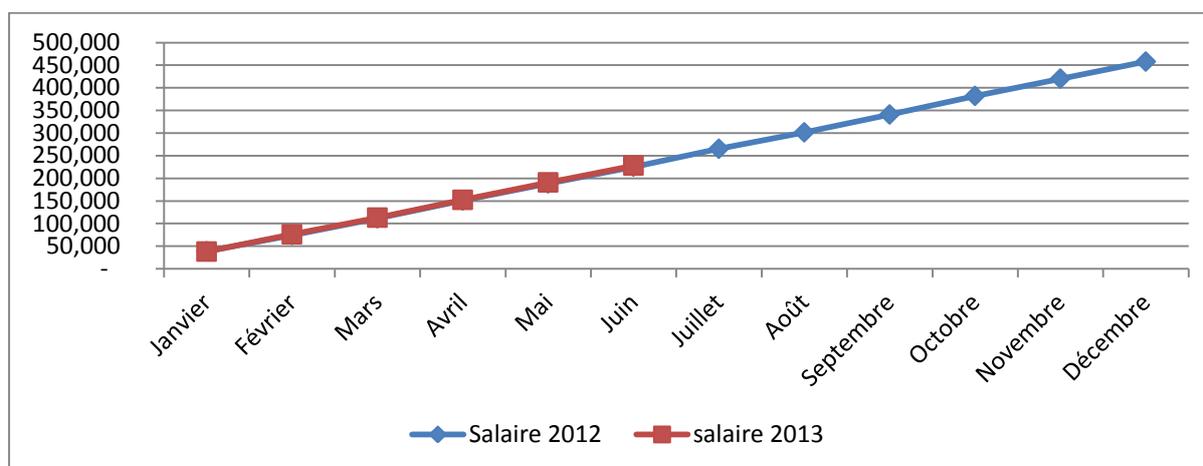
Tableau 8: Evolution de la masse salariale au deuxième trimestre 2013 (en milliards)

| | 2 012 | 2 013 | Ecart |
|--------------|----------------|----------------|--------------|
| Trimestre 1 | 111,621 | 113,016 | 1,395 |
| Trimestre 2 | 113,916 | 115,216 | 1,301 |
| Cumul | 225,536 | 228,232 | 2,696 |

Source : DSPRV/DGF/MEF

Néanmoins, l'exécution des dépenses de personnel de 2013 reste quasi identique à celle de 2012 comme l'illustre le graphique ci-dessous avec les deux courbes d'évolution qui se superposent pour les six premiers mois.

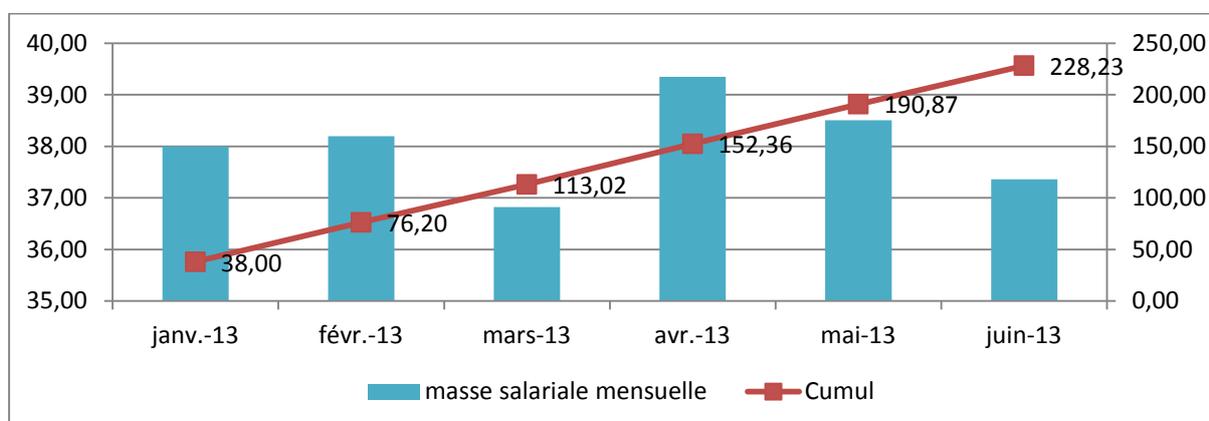
Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2012 et de 2013 (en milliards)



La tendance de consommation des crédits de personnel est relativement correcte avec un taux d'exécution de 48,86%, légèrement en dessous des 50%.

Le graphique suivant présente l'évolution de la masse salariale au courant du 1^{er} semestre 2013.

Graphique 5: Masse salariale mensuelle et cumul de janvier à juin 2013 (en milliards)



IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

IV.1 Les comptes d'affectation spéciale

IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 30 juin 2013

Les recettes du fonds national de retraite du deuxième trimestre 2013 s'élèvent à 16,099 milliards, en hausse de 320 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen de cotisants est passé de 69 804 agents au premier trimestre à 69 946 agents au deuxième trimestre, soit 142 cotisants supplémentaires en moyenne entre les deux trimestres.

En cumul au 30 juin 2013, les recettes du FNR sont arrêtées à 31,878 milliards, en progression de 372 millions en valeur absolue et 1,2% en valeur relative par rapport à la même période de 2012.

Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)

| Période | Montant | Nombre moyen de cotisants |
|--------------|---------------|---------------------------|
| Trimestre 1 | 15,779 | 69 804 |
| Trimestre 2 | 16,099 | 69 946 |
| Ecart | 0,320 | 142 |
| Cumul | 31,878 | |

➤ Les dépenses du FNR au 30 juin 2013

Les dépenses du fonds national de retraite du deuxième trimestre 2013 s'élèvent à un montant de 17,193 milliards, en hausse de 376 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen d'allocataires est passé de 54 663 pensionnés au premier trimestre à 55 314 pensionnés au deuxième trimestre 2013, soit en hausse de 651 nouveaux allocataires en moyenne entre les deux trimestres.

En cumul au 30 juin 2013, les dépenses du FNR se chiffrent à 34,010 milliards, en progression de 2,714 milliards en valeur absolue et 8,7% en valeur relative par rapport à la même période de 2012.

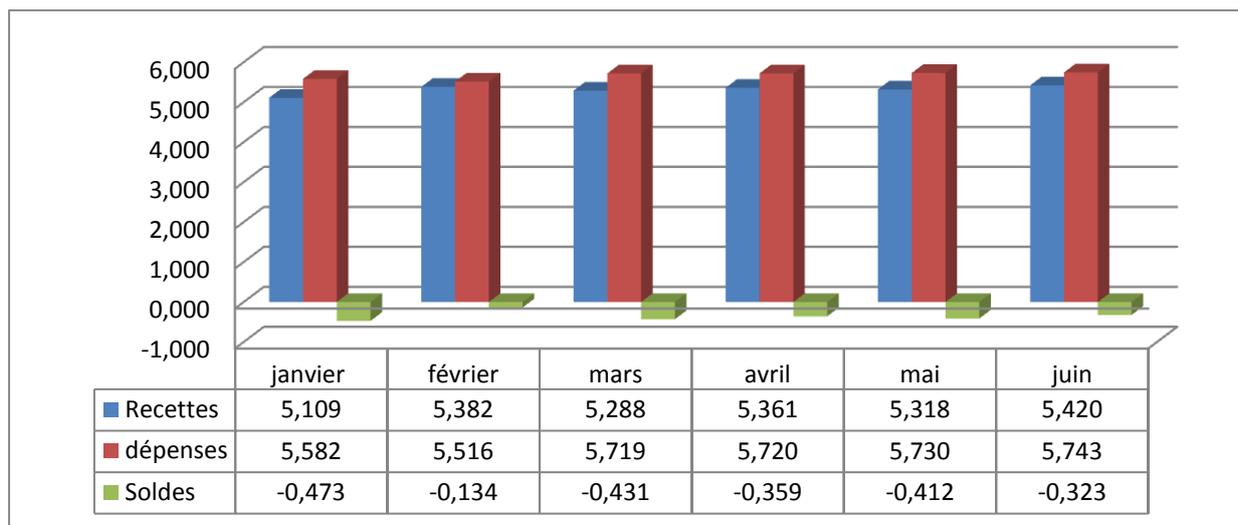
Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)

| Période | Montant | Nombre moyen d'allocataires |
|--------------|---------------|-----------------------------|
| Trimestre 1 | 16,817 | 54 663 |
| trimestre 2 | 17,193 | 55 314 |
| Ecart | 0,376 | 651 |
| Cumul | 34,010 | |

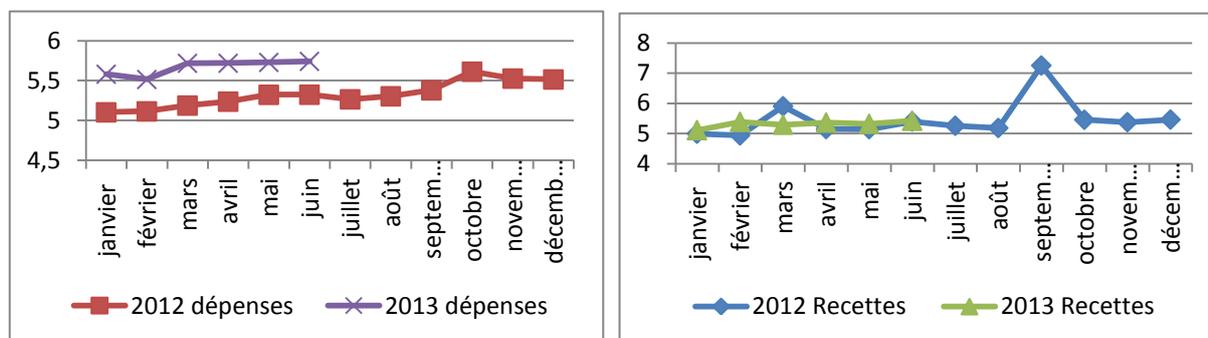
➤ Solde du FNR au 30 juin 2013

Les recettes du FNR au 30 juin 2013 s'élèvent à un montant de **31,878** milliards tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à **34,010** milliards. Le déficit constaté au cours de cette période est de 2,132 milliards, soit en moyenne un déficit mensuel de 355 millions.

Graphique 6: Situation du FNR du 1^{er} semestre 2013 (en milliards)



Graphique 7 : Evolutions comparées des dépenses et des recettes du FNR de 2012 et de 2013 (en milliards)



IV.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 30 juin 2013, de l'ordre de 326,648 millions dont 207,458 millions pour le fonds de lutte contre les incendies et 100,9 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport au premier trimestre 2013, ces recettes sont en hausse de 213,49 millions dont 206,758 millions provenant du fonds de lutte contre les incendies.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 126,97 millions au même moment, soit un solde excédentaire au terme du deuxième trimestre de 199,678 millions contre 38,628 millions au premier trimestre.

IV.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industrielle et commerciale » a enregistré en recette un montant de 23,526 millions au cours du deuxième trimestre 2013. Aucune dépense n'est exécutée sur ce compte au même moment.

IV.3 Les comptes de prêts

Globalement les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 1,424 milliard. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 915,583 millions pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations de l'année, les comptes de prêts restent excédentaires de 508,5 millions.

IV.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

IV.5 Les comptes de garanties et d'avaux

Les comptes de garanties et d'avaux sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 30/06/2013 (en milliards)

| Nature de la recette | Prévisions LFI | Recouvrements 2013 | | | | Taux de recouvrement |
|---|----------------|--------------------|---------------|-------------------|-----------------------|----------------------|
| | | Trim. 1 | Trim. 2 | Ecart trim2/trim1 | Cumul au 30 juin 2013 | |
| 071 RECETTES FISCALES | | | | | | |
| 711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital | 160,5 | 30,5 | 84,5 | 54 | 115 | 71,7% |
| 712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations | 238,6 | 57,4 | 47,8 | -9,6 | 105,2 | 44,1% |
| Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712) | 399,1 | 87,9 | 132,3 | 44,4 | 220,2 | 55,2% |
| 713 impôts sur le patrimoine (IRCM, IRVM et TPV) | 24,1 | 8,5 | 6,7 | -1,8 | 15,2 | 63,1% |
| 714 Autres impôts directs (CFCE) | 0 | 4,3 | 4,4 | 0,1 | 8,7 | |
| TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714) | 423,2 | 100,7 | 143,4 | 42,7 | 244,1 | 57,7% |
| 715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services | 796,8 | 94,3 | 82,2 | -12,1 | 176,5 | 22,2% |
| 716 Droits de timbre et d'enregistrement | 33,3 | 9,1 | 15,2 | 6,1 | 24,3 | 73,0% |
| 717 Droits et taxes à l'importation | 202,4 | 105 | 134,3 | 29,3 | 239,3 | 118,2% |
| 719 Autres recettes fiscales | 36,8 | 2,5 | 2,3 | -0,2 | 4,8 | 13,0% |
| Total impôts indirects (715+716+717+719) | 1069,3 | 210,9 | 234 | 23,1 | 444,9 | 41,6% |
| 071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719) | 1492,5 | 311,6 | 377,4 | 65,8 | 689 | 46,2% |
| 072 RECETTES NON FISCALES | | | 0 | 0 | 0 | |
| 721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine | 22,5 | 1,7 | 7,4 | 5,7 | 9,1 | 40,4% |
| 722 Droits et frais administratifs | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0 | 0,4 | 400,0% |
| 723 Amendes et condamnations pécuniaires | 0,1 | 0,03 | 0,05 | 0,02 | 0,08 | 80,0% |
| 724 Produits financiers | 52 | 2,2 | 16,7 | 14,5 | 18,9 | 36,3% |
| 729 Autres recettes non fiscales | 2,7 | 0,2 | 7,8 | 7,6 | 8 | 296,3% |
| TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731) | 77,4 | 4,33 | 32,15 | 27,82 | 36,48 | 47,1% |
| TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES | 1569,9 | 315,93 | 409,55 | 93,62 | 725,48 | 46,2% |
| 74 Dons budgétaires | 38,6 | | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 24,9% |
| 76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM) | 59 | 4,5 | 23,77 | 19,27 | 28,27 | 47,9% |
| 14 Emission de bons du Trésor | 150 | 99,8 | 47,4 | -52,4 | 147,2 | 98,1% |
| 17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations) | 186,05 | 34,8 | 24,3 | -10,5 | 59,1 | 31,8% |
| 29 Remboursement Prêts rétrocédés | 12,8 | 0,4 | 0,1 | -0,3 | 0,5 | 3,9% |
| 16 Emprunt Programme | 37,2 | 5,1 | 0 | -5,1 | 5,1 | 13,7% |
| Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 14-17-29-16) | 483,65 | 144,6 | 105,17 | -39,43 | 249,77 | 51,6% |
| Total Recettes internes (71-72-74-76-29) | 2053,55 | 460,53 | 514,72 | 54,19 | 975,25 | 47,5% |

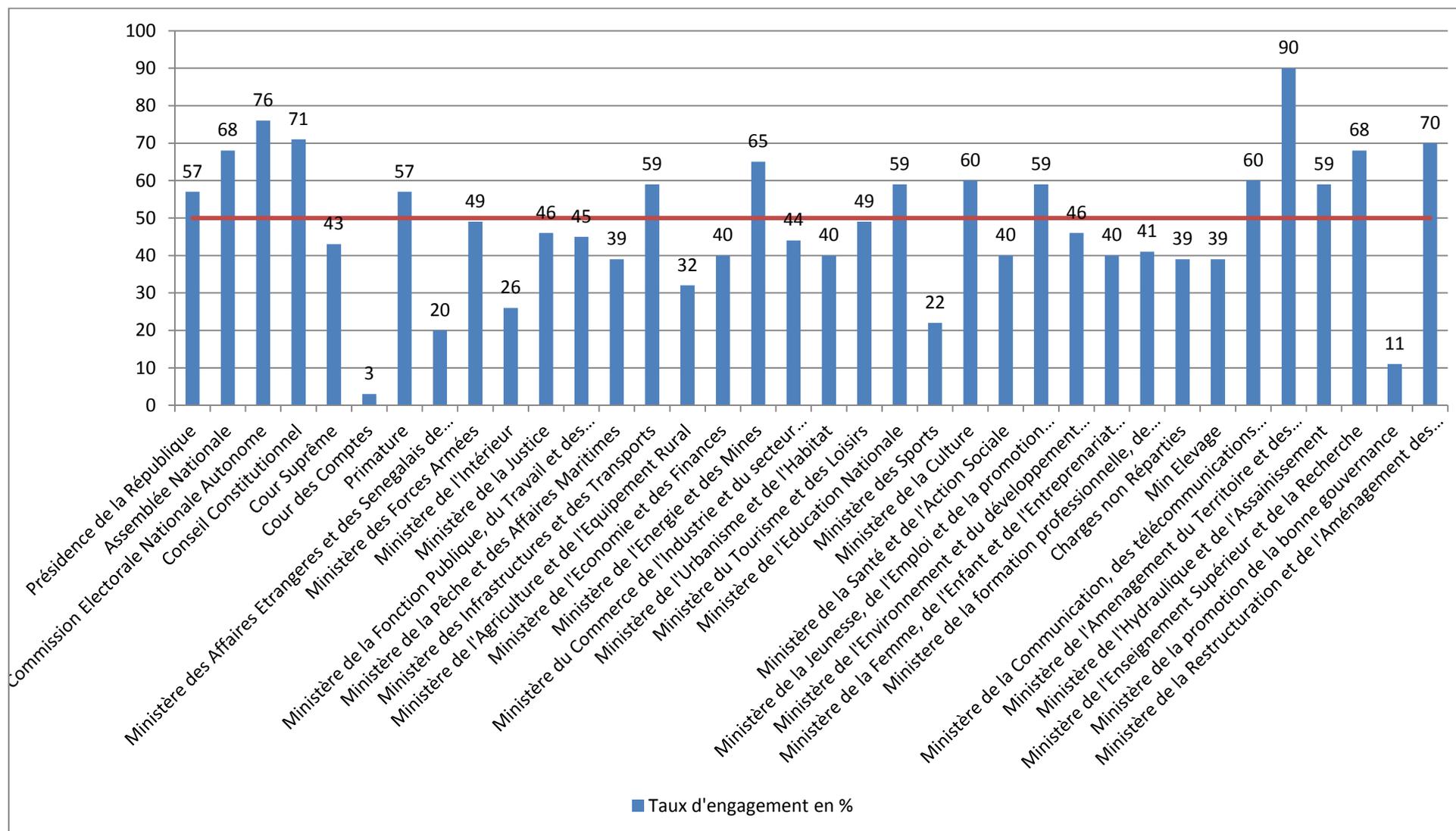
Sources : DGCPT

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 juin 2013 en FCFA

| LIBELLES | RECETTES | DEPENSES | SOLDE |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Comptes d'affectation spéciale | | | |
| 96.101 Fonds national de retraite | 31 878 000 000 | 34 010 000 000 | -2 132 000 000 |
| 96.102 Frais de cont. des stes à particip publique | 18 275 000 | 6 724 517 | 11 550 483 |
| 96.103 Caisse d'encouragement à la pêche | 100 914 996 | 99 264 262 | 1 650 734 |
| 96.104 Fonds de lutte contre l'incendie | 207 458 526 | 20981433 | 186 477 093 |
| Sous-total | 32 204 648 522 | 34 136 970 212 | -1 932 321 690 |
| Comptes de commerce | | | - |
| 96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com. | 23 526 480 | | 23 526 480 |
| Sous-total | 23 526 480 | - | 23 526 480 |
| Comptes de prêts | | | - |
| 96.503 Prêts aux collectivités locales | | | - |
| 96.507 Prêts aux particuliers | 1 424 083 684 | 915 583 042 | 508 500 642 |
| Sous-total | 1 424 083 684 | 915 583 042 | 508 500 642 |
| Comptes d'avances | | | - |
| 96.605 Avances aux collectivités locales | - | - | - |
| Sous-total | | | - |
| Total CST | 33 652 258 686 | 35 052 553 254 | -1 400 294 568 |

Sources : DGCPPT sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2013 (hors dette et hors personnel)




**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| 21 - Présidence de la République | 50 985 502 000 | 0 | 23 099 690 000 | 199 501 000 | 74 284 693 000 | 42 919 593 832 | 31 365 099 168 | 42 167 210 413 | 57 | 39 650 716 011 | 39 074 614 348 | 53 | 38 917 997 922 | 38 137 799 091 | 780 198 831 |
| Dépenses de fonctionnement | 9 231 774 000 | 0 | 884 000 000 | 0 | 10 115 774 000 | 6 738 703 859 | 3 377 070 141 | 6 220 825 596 | 61 | 3 847 582 838 | 3 707 131 175 | 37 | 3 550 530 871 | 2 776 300 253 | 774 230 618 |
| Transferts courants | 14 353 728 000 | 0 | 7 790 000 000 | 0 | 22 143 728 000 | 19 862 761 500 | 2 280 966 500 | 19 787 761 500 | 89 | 19 787 761 500 | 19 360 111 500 | 87 | 19 360 111 500 | 19 360 111 500 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 994 570 000 | 0 | -74 310 000 | 49 501 000 | 969 761 000 | 186 928 070 | 782 832 930 | 155 307 894 | 16 | 21 011 388 | 13 011 388 | 1 | 13 011 388 | 11 011 388 | 2 000 000 |
| Transfert en capital | 26 195 430 000 | 0 | 14 500 000 000 | 150 000 000 | 40 845 430 000 | 16 083 090 000 | 24 762 340 000 | 15 962 670 000 | 39 | 15 962 670 000 | 15 962 670 000 | 39 | 15 962 670 000 | 15 962 670 000 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 210 000 000 | 0 | 0 | 0 | 210 000 000 | 48 110 403 | 161 889 597 | 40 645 423 | 19 | 31 690 285 | 31 690 285 | 15 | 31 674 163 | 27 705 950 | 3 968 213 |
| 22 - Assemblée Nationale | 8 309 506 000 | 0 | 40 000 000 | 0 | 8 349 506 000 | 5 647 500 000 | 2 702 006 000 | 5 647 500 000 | 68 | 5 647 500 000 | 5 647 500 000 | 68 | 5 040 000 000 | 5 040 000 000 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 7 468 345 000 | 0 | 40 000 000 | 0 | 7 508 345 000 | 5 020 000 000 | 2 488 345 000 | 5 020 000 000 | 67 | 5 020 000 000 | 5 020 000 000 | 67 | 4 505 000 000 | 4 505 000 000 | 0 |
| Transferts courants | 91 161 000 | 0 | 0 | 0 | 91 161 000 | 67 500 000 | 23 661 000 | 67 500 000 | 74 | 67 500 000 | 67 500 000 | 74 | 45 000 000 | 45 000 000 | 0 |
| Transfert en capital | 750 000 000 | 0 | 0 | 0 | 750 000 000 | 560 000 000 | 190 000 000 | 560 000 000 | 75 | 560 000 000 | 560 000 000 | 75 | 490 000 000 | 490 000 000 | 0 |
| 23 - Commission Electorale Nationale Autonome | 2 100 983 000 | 0 | 0 | 0 | 2 100 983 000 | 1 600 983 000 | 500 000 000 | 1 600 983 000 | 76 | 1 600 983 000 | 1 600 983 000 | 76 | 1 600 983 000 | 1 450 983 000 | 150 000 000 |
| Transferts courants | 2 100 983 000 | 0 | 0 | 0 | 2 100 983 000 | 1 600 983 000 | 500 000 000 | 1 600 983 000 | 76 | 1 600 983 000 | 1 600 983 000 | 76 | 1 600 983 000 | 1 450 983 000 | 150 000 000 |
| 25 - Conseil Constitutionnel | 108 370 000 | 0 | 45 000 000 | 0 | 153 370 000 | 108 370 000 | 45 000 000 | 108 370 000 | 71 | 108 370 000 | 108 370 000 | 71 | 108 370 000 | 108 370 000 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 108 370 000 | 0 | 0 | 0 | 108 370 000 | 108 370 000 | 0 | 108 370 000 | 100 | 108 370 000 | 108 370 000 | 100 | 108 370 000 | 108 370 000 | 0 |
| Transfert en capital | 0 | 0 | 45 000 000 | 0 | 45 000 000 | 0 | 45 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 - Cour Suprême | 1 067 933 000 | 0 | 0 | 0 | 1 067 933 000 | 457 978 000 | 609 955 000 | 457 978 000 | 43 | 457 978 000 | 457 978 000 | 43 | 457 978 000 | 457 978 000 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 915 956 000 | 0 | 0 | 0 | 915 956 000 | 457 978 000 | 457 978 000 | 457 978 000 | 50 | 457 978 000 | 457 978 000 | 50 | 457 978 000 | 457 978 000 | 0 |
| Transferts courants | 1 977 000 | 0 | 0 | 0 | 1 977 000 | 0 | 1 977 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 150 000 000 | 0 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 28 - Cour des Comptes | 1 964 952 000 | 0 | 0 | 0 | 1 964 952 000 | 127 230 404 | 1 837 721 596 | 65 509 390 | 3 | 23 944 530 | 23 944 530 | 1 | 23 944 530 | 191 160 | 23 753 370 |
| Dépenses de fonctionnement | 253 952 000 | 0 | 0 | 0 | 253 952 000 | 117 230 404 | 136 721 596 | 65 509 390 | 26 | 23 944 530 | 23 944 530 | 9 | 23 944 530 | 191 160 | 23 753 370 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 18-JUIL.-13 11:52:51 Par :


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|----------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| Investissements executés par l'état | 125 000 000 | 0 | 0 | 0 | 125 000 000 | 10 000 000 | 115 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 1 586 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 586 000 000 | 0 | 1 586 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30 - Primature | 20 449 015 000 | 0 | 111 649 020 | 76 346 127 | 20 637 010 147 | 12 533 947 993 | 8 103 062 154 | 11 719 303 343 | 57 | 11 575 974 185 | 11 564 139 965 | 56 | 11 447 731 392 | 11 370 034 114 | 77 697 278 |
| Dépenses de fonctionnement | 3 073 274 000 | 0 | 0 | 0 | 3 073 274 000 | 1 789 445 547 | 1 283 828 453 | 1 098 800 897 | 36 | 1 058 325 585 | 1 046 491 365 | 34 | 950 082 792 | 885 458 414 | 64 624 378 |
| Transferts courants | 4 975 741 000 | 0 | 111 649 020 | 0 | 5 087 390 020 | 1 540 032 500 | 3 547 357 520 | 1 420 032 500 | 28 | 1 420 032 500 | 1 420 032 500 | 28 | 1 400 032 500 | 1 400 032 500 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 853 000 000 | 0 | 0 | 76 346 127 | 929 346 127 | 128 469 946 | 800 876 181 | 124 469 946 | 13 | 21 616 100 | 21 616 100 | 2 | 21 616 100 | 8 543 200 | 13 072 900 |
| Transfert en capital | 11 547 000 000 | 0 | 0 | 0 | 11 547 000 000 | 9 076 000 000 | 2 471 000 000 | 9 076 000 000 | 79 | 9 076 000 000 | 9 076 000 000 | 79 | 9 076 000 000 | 9 076 000 000 | 0 |
| 31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Étranger | 23 890 555 000 | 0 | 7 092 042 000 | 0 | 30 982 597 000 | 24 674 942 877 | 6 307 654 123 | 6 257 182 065 | 20 | 5 997 717 928 | 5 992 224 629 | 19 | 4 887 504 658 | 4 289 938 943 | 597 565 715 |
| Dépenses de fonctionnement | 12 469 921 000 | 0 | 5 092 042 000 | 0 | 17 561 963 000 | 14 757 125 713 | 2 804 837 287 | 551 905 304 | 3 | 301 385 862 | 295 892 563 | 2 | 191 672 592 | 99 560 800 | 92 111 792 |
| Transferts courants | 5 210 634 000 | 0 | 2 000 000 000 | 0 | 7 210 634 000 | 6 236 268 687 | 974 365 313 | 5 215 833 263 | 72 | 5 215 833 263 | 5 215 833 263 | 72 | 4 215 833 263 | 3 725 378 143 | 490 455 120 |
| Investissements executés par l'état | 5 580 000 000 | 0 | 0 | 0 | 5 580 000 000 | 3 216 548 477 | 2 363 451 523 | 24 443 498 | 0 | 15 498 803 | 15 498 803 | 0 | 14 998 803 | 0 | 14 998 803 |
| Transfert en capital | 630 000 000 | 0 | 0 | 0 | 630 000 000 | 465 000 000 | 165 000 000 | 465 000 000 | 74 | 465 000 000 | 465 000 000 | 74 | 465 000 000 | 465 000 000 | 0 |
| 32 - Ministère des Forces Armées | 50 614 375 000 | 0 | 153 000 000 | 1 383 007 908 | 52 150 382 908 | 26 661 348 522 | 25 489 034 386 | 25 691 381 880 | 49 | 22 559 858 436 | 22 559 858 436 | 43 | 20 155 772 021 | 18 708 068 023 | 1 447 703 998 |
| Dépenses de fonctionnement | 23 365 688 000 | 0 | 0 | 0 | 23 365 688 000 | 12 487 571 825 | 10 878 116 175 | 11 526 312 583 | 49 | 10 913 696 525 | 10 913 696 525 | 47 | 10 785 988 406 | 9 767 644 208 | 1 018 344 198 |
| Transferts courants | 2 313 687 000 | 0 | 153 000 000 | 0 | 2 466 687 000 | 1 458 607 000 | 1 008 080 000 | 1 449 899 600 | 59 | 1 449 899 600 | 1 449 899 600 | 59 | 1 449 899 600 | 1 340 527 800 | 109 371 800 |
| Investissements executés par l'état | 24 205 000 000 | 0 | 0 | 1 383 007 908 | 25 588 007 908 | 12 155 169 697 | 13 432 838 211 | 12 155 169 697 | 48 | 9 636 262 311 | 9 636 262 311 | 38 | 7 609 884 015 | 7 309 896 015 | 299 988 000 |
| Transfert en capital | 580 000 000 | 0 | 0 | 0 | 580 000 000 | 560 000 000 | 20 000 000 | 560 000 000 | 97 | 560 000 000 | 560 000 000 | 97 | 310 000 000 | 290 000 000 | 20 000 000 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 150 000 000 | 0 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 33 - Ministère de l'Intérieur | 19 965 082 000 | 0 | 728 543 021 | 3 435 690 474 | 24 129 315 495 | 7 457 647 696 | 16 671 667 799 | 5 998 325 860 | 25 | 5 171 144 337 | 4 870 900 838 | 20 | 3 260 177 164 | 2 277 469 561 | 982 707 603 |
| Dépenses de fonctionnement | 7 105 082 000 | 0 | 298 002 691 | 0 | 7 403 084 691 | 3 067 105 898 | 4 335 978 793 | 2 060 444 758 | 28 | 1 566 755 955 | 1 542 461 427 | 21 | 1 505 526 032 | 1 219 611 080 | 285 914 952 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| Investissements exécutés par l'état | 11 784 000 000 | 0 | 0 | 3 435 690 474 | 15 219 690 474 | 3 940 001 468 | 11 279 689 006 | 3 717 739 678 | 24 | 3 384 246 958 | 3 108 297 987 | 20 | 1 534 509 708 | 837 717 057 | 696 792 651 |
| Transfert en capital | 20 000 000 | 0 | 430 540 330 | 0 | 450 540 330 | 450 540 330 | 0 | 220 141 424 | 49 | 220 141 424 | 220 141 424 | 49 | 220 141 424 | 220 141 424 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 1 056 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 056 000 000 | 0 | 1 056 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 34 - Ministère de la Justice | 11 113 379 000 | 0 | 352 000 000 | 0 | 11 465 379 000 | 5 450 153 949 | 6 015 225 051 | 5 306 523 235 | 46 | 3 274 906 227 | 3 261 286 355 | 28 | 2 769 916 532 | 2 306 368 451 | 463 548 081 |
| Dépenses de fonctionnement | 5 379 517 000 | 0 | 322 000 000 | 0 | 5 701 517 000 | 2 600 238 796 | 3 101 278 204 | 2 456 608 082 | 43 | 1 800 916 885 | 1 787 297 013 | 31 | 1 522 896 591 | 1 087 040 750 | 435 855 841 |
| Transferts courants | 1 413 862 000 | 0 | 30 000 000 | 0 | 1 443 862 000 | 1 133 979 000 | 309 883 000 | 1 133 979 000 | 79 | 1 133 979 000 | 1 133 979 000 | 79 | 1 132 647 000 | 1 132 647 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 4 320 000 000 | 0 | 0 | 0 | 4 320 000 000 | 1 715 936 153 | 2 604 063 847 | 1 715 936 153 | 40 | 340 010 342 | 340 010 342 | 8 | 114 372 941 | 86 680 701 | 27 692 240 |
| 35 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations | 1 756 829 000 | 0 | 145 110 368 | 13 157 000 | 1 915 096 368 | 1 201 309 366 | 713 787 002 | 853 880 254 | 45 | 611 429 933 | 598 043 884 | 31 | 557 299 854 | 443 382 464 | 113 917 390 |
| Dépenses de fonctionnement | 481 909 000 | 0 | 145 110 368 | 0 | 627 019 368 | 400 575 712 | 226 443 656 | 221 033 214 | 35 | 140 745 344 | 135 023 295 | 22 | 122 734 080 | 83 152 155 | 39 581 925 |
| Transferts courants | 254 920 000 | 0 | 0 | 0 | 254 920 000 | 195 000 000 | 59 920 000 | 145 000 000 | 57 | 145 000 000 | 145 000 000 | 57 | 145 000 000 | 145 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 890 000 000 | 0 | 0 | 13 157 000 | 903 157 000 | 515 733 654 | 387 423 346 | 397 847 040 | 44 | 235 684 589 | 228 020 589 | 25 | 199 565 774 | 125 230 309 | 74 335 465 |
| Transfert en capital | 130 000 000 | 0 | 0 | 0 | 130 000 000 | 90 000 000 | 40 000 000 | 90 000 000 | 69 | 90 000 000 | 90 000 000 | 69 | 90 000 000 | 90 000 000 | 0 |
| 40 - Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes | 7 685 097 000 | 0 | 0 | 196 999 975 | 7 882 096 975 | 3 116 330 168 | 4 765 766 807 | 2 959 330 200 | 38 | 1 989 810 276 | 1 911 543 385 | 24 | 1 849 058 211 | 1 719 198 166 | 129 860 045 |
| Dépenses de fonctionnement | 525 650 000 | 0 | 0 | 0 | 525 650 000 | 260 524 126 | 265 125 874 | 244 393 990 | 46 | 159 427 333 | 146 673 404 | 28 | 138 681 475 | 77 112 279 | 61 569 196 |
| Transferts courants | 183 447 000 | 0 | 0 | 0 | 183 447 000 | 94 838 500 | 88 608 500 | 93 853 500 | 51 | 93 853 500 | 93 853 500 | 51 | 93 853 500 | 93 853 500 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 3 197 900 000 | 0 | 0 | 196 999 975 | 3 394 899 975 | 1 476 909 036 | 1 917 990 939 | 1 337 024 204 | 39 | 468 470 937 | 442 472 995 | 13 | 390 286 489 | 339 611 789 | 50 674 700 |
| Transfert en capital | 2 828 100 000 | 0 | 0 | 0 | 2 828 100 000 | 1 041 550 000 | 1 786 550 000 | 1 041 550 000 | 37 | 1 041 550 000 | 1 041 550 000 | 37 | 1 041 550 000 | 1 041 550 000 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 950 000 000 | 0 | 0 | 0 | 950 000 000 | 242 508 506 | 707 491 494 | 242 508 506 | 26 | 226 508 506 | 186 993 486 | 20 | 184 686 747 | 167 070 598 | 17 616 149 |
| 41 - Ministère des Infrastructures et des Transports | 82 370 964 000 | 0 | 10 178 000 000 | 0 | 92 548 964 000 | 55 041 187 035 | 37 507 776 965 | 54 868 978 495 | 59 | 54 797 323 848 | 54 007 493 668 | 58 | 54 006 749 184 | 53 843 452 070 | 163 297 114 |
| Dépenses de fonctionnement | 354 855 000 | 0 | 0 | 0 | 354 855 000 | 286 132 523 | 68 722 477 | 151 478 523 | 43 | 128 453 328 | 127 968 148 | 36 | 127 223 664 | 71 161 550 | 56 062 114 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|------------------------|------------------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| Transferts courants | 276 109 000 | 0 | 0 | 0 | 276 109 000 | 276 109 000 | 0 | 276 109 000 | 100 | 276 109 000 | 276 109 000 | 100 | 276 109 000 | 276 109 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 480 000 000 | 0 | 0 | 0 | 480 000 000 | 226 826 999 | 253 173 001 | 189 272 459 | 39 | 140 643 007 | 140 643 007 | 29 | 140 643 007 | 33 408 007 | 107 235 000 |
| Transfert en capital | 81 260 000 000 | 0 | 10 178 000 000 | 0 | 91 438 000 000 | 54 252 118 513 | 37 185 881 487 | 54 252 118 513 | 59 | 54 252 118 513 | 53 462 773 513 | 58 | 53 462 773 513 | 53 462 773 513 | 0 |
| 42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | 75 352 076 000 | 0 | -4 900 000 000 | 48 135 200 | 70 500 211 200 | 22 614 459 191 | 47 885 752 009 | 22 594 105 119 | 32 | 22 256 244 514 | 22 254 030 014 | 32 | 21 499 287 800 | 19 560 911 070 | 1 938 376 730 |
| Dépenses de fonctionnement | 1 104 950 000 | 0 | 0 | 0 | 1 104 950 000 | 547 063 871 | 557 886 129 | 546 563 871 | 49 | 410 995 459 | 408 780 959 | 37 | 372 562 957 | 278 905 678 | 93 657 279 |
| Transferts courants | 6 262 126 000 | 0 | 0 | 0 | 6 262 126 000 | 3 706 642 000 | 2 555 484 000 | 3 706 642 000 | 59 | 3 706 642 000 | 3 706 642 000 | 59 | 3 706 642 000 | 3 706 642 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 4 579 600 000 | 0 | 0 | 48 135 200 | 4 627 735 200 | 503 072 672 | 4 124 662 528 | 483 218 600 | 10 | 280 926 407 | 280 926 407 | 6 | 223 723 948 | 190 638 797 | 33 085 151 |
| Transfert en capital | 63 405 400 000 | 0 | -4 900 000 000 | 0 | 58 505 400 000 | 17 857 680 648 | 40 647 719 352 | 17 857 680 648 | 31 | 17 857 680 648 | 17 857 680 648 | 31 | 17 196 358 895 | 15 384 724 595 | 1 811 634 300 |
| 43 - Ministère de l'Économie et des Finances | 182 122 062 271 | 0 | -25 753 173 963 | 11 256 861 247 | 167 625 749 555 | 43 048 866 465 | 124 576 883 090 | 41 450 008 213 | 25 | 37 221 396 344 | 36 840 082 116 | 22 | 33 153 183 414 | 28 721 490 174 | 4 431 693 240 |
| Dépenses de fonctionnement | 7 787 120 891 | 0 | 310 688 000 | 0 | 8 097 808 891 | 2 782 631 595 | 5 315 177 296 | 2 332 222 133 | 29 | 1 649 356 190 | 1 597 373 770 | 20 | 1 552 609 869 | 1 307 648 549 | 244 961 320 |
| Transferts courants | 4 295 941 380 | 0 | 292 392 655 | 0 | 4 588 334 035 | 3 371 925 910 | 1 216 408 125 | 3 371 925 910 | 73 | 3 371 925 910 | 3 371 925 910 | 73 | 2 544 813 910 | 2 544 813 910 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 53 822 299 000 | 0 | -21 779 860 174 | 3 126 601 895 | 35 169 040 721 | 12 226 043 452 | 22 942 997 269 | 11 845 983 551 | 34 | 8 300 237 625 | 8 198 662 971 | 23 | 6 424 243 931 | 5 781 479 541 | 642 764 390 |
| Transfert en capital | 38 116 701 000 | 0 | -4 576 394 444 | 8 130 259 352 | 41 670 565 908 | 19 167 473 112 | 22 503 092 796 | 18 399 084 223 | 44 | 18 399 084 223 | 18 171 965 132 | 44 | 18 171 965 132 | 18 171 965 132 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 78 100 000 000 | 0 | 0 | 0 | 78 100 000 000 | 5 500 792 396 | 72 599 207 604 | 5 500 792 396 | 7 | 5 500 792 396 | 5 500 154 333 | 7 | 4 459 550 572 | 915 583 042 | 3 543 967 530 |
| 44 - Ministère de l'Énergie et des Mines | 17 823 499 000 | 0 | 0 | 82 302 050 | 17 905 801 050 | 11 575 468 649 | 6 330 332 401 | 11 568 574 802 | 65 | 11 407 149 890 | 11 375 593 872 | 64 | 11 361 359 451 | 11 265 862 457 | 95 496 994 |
| Dépenses de fonctionnement | 190 188 000 | 0 | 0 | 0 | 190 188 000 | 92 076 145 | 98 111 855 | 91 456 114 | 48 | 76 953 029 | 47 512 011 | 25 | 44 949 161 | 30 921 073 | 14 028 088 |
| Transferts courants | 96 311 000 | 0 | 0 | 0 | 96 311 000 | 96 311 000 | 0 | 96 311 000 | 100 | 96 311 000 | 96 311 000 | 100 | 96 311 000 | 96 311 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 2 073 000 000 | 0 | 0 | 82 302 050 | 2 155 302 050 | 528 081 504 | 1 627 220 546 | 521 807 688 | 24 | 374 885 861 | 372 770 861 | 17 | 361 099 290 | 279 630 384 | 81 468 906 |
| Transfert en capital | 15 464 000 000 | 0 | 0 | 0 | 15 464 000 000 | 10 859 000 000 | 4 605 000 000 | 10 859 000 000 | 70 | 10 859 000 000 | 10 859 000 000 | 70 | 10 859 000 000 | 10 859 000 000 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|--------------------|------------------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| 45 - Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel | 7 281 272 000 | 0 | 0 | 25 508 270 | 7 306 780 270 | 3 294 082 038 | 4 012 698 232 | 3 245 948 388 | 44 | 3 107 136 834 | 3 056 268 061 | 42 | 2 977 475 054 | 2 897 278 708 | 80 196 346 |
| Dépenses de fonctionnement | 426 500 000 | 0 | 0 | 0 | 426 500 000 | 225 498 908 | 201 001 092 | 215 815 258 | 51 | 155 003 784 | 142 896 871 | 34 | 126 093 396 | 86 638 320 | 39 455 076 |
| Transferts courants | 2 364 772 000 | 0 | 0 | 0 | 2 364 772 000 | 1 239 758 500 | 1 125 013 500 | 1 239 758 500 | 52 | 1 239 758 500 | 1 239 758 500 | 52 | 1 239 758 500 | 1 239 758 500 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 1 670 000 000 | 0 | 0 | 25 508 270 | 1 695 508 270 | 363 824 630 | 1 331 683 640 | 325 374 630 | 19 | 247 374 550 | 208 612 690 | 12 | 146 623 158 | 105 881 888 | 40 741 270 |
| Transfert en capital | 2 820 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 820 000 000 | 1 465 000 000 | 1 355 000 000 | 1 465 000 000 | 52 | 1 465 000 000 | 1 465 000 000 | 52 | 1 465 000 000 | 1 465 000 000 | 0 |
| 46 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat | 7 108 448 000 | 0 | 0 | 0 | 7 108 448 000 | 2 846 803 686 | 4 261 644 314 | 2 811 823 686 | 40 | 2 415 943 201 | 2 415 943 201 | 34 | 2 410 956 959 | 2 328 182 964 | 82 773 995 |
| Dépenses de fonctionnement | 455 448 000 | 0 | 0 | 0 | 455 448 000 | 241 877 519 | 213 570 481 | 231 441 519 | 51 | 131 952 706 | 131 952 706 | 29 | 126 966 464 | 108 566 864 | 18 399 600 |
| Transferts courants | 15 000 000 | 0 | 0 | 0 | 15 000 000 | 15 000 000 | 0 | 15 000 000 | 100 | 15 000 000 | 15 000 000 | 100 | 15 000 000 | 15 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 928 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 928 000 000 | 509 926 167 | 2 418 073 833 | 485 382 167 | 17 | 188 990 495 | 188 990 495 | 6 | 188 990 495 | 124 616 100 | 64 374 395 |
| Transfert en capital | 3 710 000 000 | 0 | 0 | 0 | 3 710 000 000 | 2 080 000 000 | 1 630 000 000 | 2 080 000 000 | 56 | 2 080 000 000 | 2 080 000 000 | 56 | 2 080 000 000 | 2 080 000 000 | 0 |
| 49 - Ministère du Tourisme et des Loisirs | 874 294 000 | 0 | 4 277 470 | 29 736 953 | 908 308 423 | 562 542 112 | 345 766 311 | 442 068 486 | 49 | 310 890 449 | 287 038 803 | 32 | 255 594 848 | 201 981 149 | 53 613 699 |
| Dépenses de fonctionnement | 186 417 000 | 0 | 4 277 470 | 0 | 190 694 470 | 145 527 001 | 45 167 469 | 138 705 177 | 73 | 97 480 790 | 90 984 289 | 48 | 70 867 430 | 49 210 457 | 21 656 973 |
| Transferts courants | 43 877 000 | 0 | 0 | 0 | 43 877 000 | 3 370 000 | 40 507 000 | 3 370 000 | 8 | 3 370 000 | 3 370 000 | 8 | 3 370 000 | 3 370 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 494 000 000 | 0 | 0 | 29 736 953 | 523 736 953 | 338 645 111 | 185 091 842 | 299 993 309 | 57 | 210 039 659 | 192 684 514 | 37 | 181 357 418 | 149 400 692 | 31 956 726 |
| Transfert en capital | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 150 000 000 | 75 000 000 | 75 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 50 - Ministère de l'Éducation Nationale | 146 144 241 000 | 0 | 284 757 750 | 2 428 363 008 | 148 857 361 758 | 87 668 928 028 | 61 188 433 730 | 87 517 484 248 | 59 | 61 626 991 033 | 61 369 838 014 | 41 | 56 558 072 136 | 42 512 165 134 | 14 045 907 002 |
| Dépenses de fonctionnement | 120 482 836 000 | 0 | 241 661 000 | 0 | 120 724 497 000 | 77 927 952 963 | 42 796 544 037 | 77 777 284 183 | 13 | 55 075 289 983 | 54 893 835 646 | 45 | 50 312 686 505 | 36 298 574 888 | 14 014 111 617 |
| Transferts courants | 2 017 405 000 | 0 | 0 | 0 | 2 017 405 000 | 1 450 654 040 | 566 750 960 | 1 450 654 040 | 72 | 1 450 654 040 | 1 450 654 040 | 72 | 1 450 654 040 | 1 450 654 040 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 18 483 000 000 | 0 | 43 096 750 | 2 428 363 008 | 20 954 459 758 | 3 512 816 255 | 17 441 643 503 | 3 512 041 255 | 17 | 323 542 240 | 247 843 558 | 1 | 187 474 436 | 155 679 051 | 31 795 385 |
| Transfert en capital | 5 161 000 000 | 0 | 0 | 0 | 5 161 000 000 | 4 777 504 770 | 383 495 230 | 4 777 504 770 | 93 | 4 777 504 770 | 4 777 504 770 | 93 | 4 607 257 155 | 4 607 257 155 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|--------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| 52 - Ministère des Sports | 4 644 515 000 | 0 | 284 000 000 | 0 | 4 928 515 000 | 1 617 584 215 | 3 310 930 785 | 1 084 731 650 | 22 | 776 577 769 | 752 189 982 | 15 | 737 685 597 | 685 109 694 | 52 575 903 |
| Dépenses de fonctionnement | 1 894 240 000 | 0 | 184 000 000 | 0 | 2 078 240 000 | 1 138 632 485 | 939 607 515 | 654 445 952 | 30 | 530 227 769 | 505 839 982 | 24 | 491 335 597 | 477 259 694 | 14 075 903 |
| Transferts courants | 500 275 000 | 0 | 0 | 0 | 500 275 000 | 246 350 000 | 253 925 000 | 246 350 000 | 49 | 246 350 000 | 246 350 000 | 49 | 246 350 000 | 207 850 000 | 38 500 000 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 250 000 000 | 0 | 100 000 000 | 0 | 2 350 000 000 | 232 601 730 | 2 117 398 270 | 183 935 698 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 53 - Ministère de la Culture | 5 979 773 000 | 0 | 0 | 151 166 090 | 6 130 939 090 | 4 080 005 755 | 2 050 933 335 | 3 696 043 171 | 60 | 3 595 040 920 | 3 553 234 844 | 58 | 3 542 843 404 | 3 510 419 373 | 32 424 031 |
| Dépenses de fonctionnement | 457 367 000 | 0 | 0 | 0 | 457 367 000 | 258 404 807 | 198 962 193 | 226 232 223 | 49 | 125 229 972 | 90 089 986 | 20 | 79 698 546 | 48 769 515 | 30 929 031 |
| Transferts courants | 3 522 406 000 | 0 | 0 | 0 | 3 522 406 000 | 2 774 441 000 | 747 965 000 | 2 531 985 000 | 72 | 2 531 985 000 | 2 531 985 000 | 72 | 2 531 985 000 | 2 531 985 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 672 000 000 | 0 | 0 | 151 166 090 | 823 166 090 | 19 159 948 | 804 006 142 | 19 159 948 | 2 | 19 159 948 | 12 493 858 | 2 | 12 493 858 | 10 998 858 | 1 495 000 |
| Transfert en capital | 1 328 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 328 000 000 | 1 028 000 000 | 300 000 000 | 918 666 000 | 69 | 918 666 000 | 918 666 000 | 69 | 918 666 000 | 918 666 000 | 0 |
| 54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | 68 341 930 000 | 0 | 0 | 1 617 209 430 | 69 959 139 430 | 28 281 127 768 | 41 678 011 662 | 28 009 109 435 | 40 | 22 174 817 539 | 22 166 997 662 | 32 | 21 547 586 550 | 18 625 037 818 | 2 922 548 732 |
| Dépenses de fonctionnement | 10 235 685 000 | 0 | 0 | 0 | 10 235 685 000 | 4 580 960 667 | 5 654 724 333 | 4 311 102 334 | 42 | 2 843 600 315 | 2 836 207 091 | 28 | 2 377 356 291 | 1 744 383 323 | 632 972 968 |
| Transferts courants | 27 556 245 000 | 0 | 0 | 0 | 27 556 245 000 | 13 265 692 093 | 14 290 552 907 | 13 265 692 093 | 48 | 13 265 692 093 | 13 265 692 093 | 48 | 13 202 392 093 | 12 821 917 093 | 380 475 000 |
| Investissements exécutés par l'état | 16 788 000 000 | 0 | 0 | 1 617 209 430 | 18 405 209 430 | 8 968 475 008 | 9 436 734 422 | 8 966 315 008 | 49 | 4 599 525 131 | 4 599 098 478 | 25 | 4 501 838 166 | 2 592 737 402 | 1 909 100 764 |
| Transfert en capital | 13 762 000 000 | 0 | 0 | 0 | 13 762 000 000 | 1 466 000 000 | 12 296 000 000 | 1 466 000 000 | 11 | 1 466 000 000 | 1 466 000 000 | 11 | 1 466 000 000 | 1 466 000 000 | 0 |
| 55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des | 2 968 212 000 | 0 | 0 | 3 000 000 | 2 971 212 000 | 1 864 671 492 | 1 106 540 508 | 1 744 186 692 | 59 | 1 622 839 088 | 1 611 063 004 | 54 | 1 571 037 052 | 1 496 136 754 | 74 900 298 |
| Dépenses de fonctionnement | 674 267 000 | 0 | 0 | 0 | 674 267 000 | 350 639 891 | 323 627 109 | 337 488 151 | 38 | 249 074 712 | 237 373 628 | 35 | 214 942 966 | 146 609 276 | 68 333 690 |
| Transferts courants | 1 048 945 000 | 0 | 0 | 0 | 1 048 945 000 | 976 895 000 | 72 050 000 | 976 895 000 | 93 | 976 895 000 | 976 895 000 | 93 | 976 895 000 | 975 720 000 | 1 175 000 |
| Investissements exécutés par l'état | 820 000 000 | 0 | 0 | 3 000 000 | 823 000 000 | 222 136 601 | 600 863 399 | 114 803 541 | 14 | 81 869 376 | 81 794 376 | 10 | 64 199 086 | 58 807 478 | 5 391 608 |
| Transfert en capital | 425 000 000 | 0 | 0 | 0 | 425 000 000 | 315 000 000 | 110 000 000 | 315 000 000 | 74 | 315 000 000 | 315 000 000 | 74 | 315 000 000 | 315 000 000 | 0 |
| 56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable | 10 358 509 000 | 0 | 100 000 000 | 307 606 937 | 10 766 115 937 | 5 065 866 110 | 5 700 249 827 | 4 965 982 395 | 46 | 4 181 080 883 | 4 158 191 614 | 39 | 3 205 048 664 | 2 862 542 303 | 342 506 361 |
| Dépenses de fonctionnement | 3 257 219 000 | 0 | 0 | 0 | 3 257 219 000 | 1 227 497 562 | 2 029 721 438 | 1 168 217 530 | 36 | 864 724 807 | 863 391 085 | 27 | 762 009 875 | 604 404 555 | 157 605 320 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|------------------------|------------------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| Transferts courants | 751 290 000 | 0 | 0 | 0 | 751 290 000 | 577 217 500 | 174 072 500 | 577 217 500 | 77 | 577 217 500 | 577 217 500 | 77 | 321 136 750 | 321 136 750 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 4 128 000 000 | 0 | 100 000 000 | 307 606 937 | 4 535 606 937 | 1 439 401 048 | 3 096 205 889 | 1 398 797 365 | 31 | 917 388 576 | 895 833 029 | 20 | 837 402 039 | 652 500 998 | 184 901 041 |
| Transfert en capital | 2 222 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 222 000 000 | 1 821 750 000 | 400 250 000 | 1 821 750 000 | 82 | 1 821 750 000 | 1 821 750 000 | 82 | 1 284 500 000 | 1 284 500 000 | 0 |
| 58 - Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entreprenariat Femin | 8 993 312 000 | 0 | 0 | 913 062 500 | 9 906 374 500 | 4 426 136 160 | 5 480 238 340 | 3 945 527 044 | 40 | 2 689 151 265 | 2 290 368 863 | 23 | 2 264 964 542 | 2 184 152 822 | 80 811 720 |
| Dépenses de fonctionnement | 973 818 000 | 0 | 0 | 0 | 973 818 000 | 381 763 701 | 592 054 299 | 358 470 775 | 37 | 219 555 729 | 206 457 709 | 21 | 196 337 466 | 137 656 404 | 58 681 062 |
| Transferts courants | 1 058 494 000 | 0 | 0 | 0 | 1 058 494 000 | 555 232 000 | 503 262 000 | 291 232 000 | 28 | 291 232 000 | 291 232 000 | 28 | 291 232 000 | 291 232 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 4 229 000 000 | 0 | 0 | 913 062 500 | 5 142 062 500 | 1 430 470 459 | 3 711 592 041 | 1 387 154 269 | 27 | 269 693 536 | 240 679 154 | 5 | 225 395 076 | 203 264 418 | 22 130 658 |
| Transfert en capital | 2 732 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 732 000 000 | 2 058 670 000 | 673 330 000 | 1 908 670 000 | 70 | 1 908 670 000 | 1 552 000 000 | 57 | 1 552 000 000 | 1 552 000 000 | 0 |
| 59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et | 16 111 543 000 | 0 | 500 000 000 | 1 890 000 000 | 18 501 543 000 | 7 652 926 531 | 10 848 616 469 | 7 614 387 940 | 41 | 6 034 161 119 | 6 014 964 642 | 33 | 5 832 660 825 | 5 075 562 308 | 757 098 517 |
| Dépenses de fonctionnement | 7 410 858 000 | 0 | 0 | 0 | 7 410 858 000 | 3 822 581 320 | 3 588 276 680 | 3 803 542 729 | 23 | 3 159 790 451 | 3 140 593 974 | 42 | 2 958 290 157 | 2 290 871 085 | 667 419 072 |
| Transferts courants | 1 276 685 000 | 0 | 0 | 0 | 1 276 685 000 | 1 065 594 500 | 211 090 500 | 1 065 594 500 | 83 | 1 065 594 500 | 1 065 594 500 | 83 | 1 065 594 500 | 997 545 500 | 68 049 000 |
| Investissements executés par l'état | 3 672 000 000 | 0 | 0 | 645 000 000 | 4 317 000 000 | 1 040 096 976 | 3 276 903 024 | 1 020 596 976 | 24 | 84 122 433 | 84 122 433 | 2 | 84 122 433 | 62 491 988 | 21 630 445 |
| Transfert en capital | 3 752 000 000 | 0 | 500 000 000 | 1 245 000 000 | 5 497 000 000 | 1 724 653 735 | 3 772 346 265 | 1 724 653 735 | 31 | 1 724 653 735 | 1 724 653 735 | 31 | 1 724 653 735 | 1 724 653 735 | 0 |
| 60 - Charges non Réparties | 216 419 925 729 | 0 | -20 178 423 204 | 0 | 196 241 502 525 | 76 933 057 344 | 119 308 445 181 | 76 686 679 534 | 39 | 75 602 322 779 | 75 425 651 627 | 38 | 70 797 931 010 | 69 896 275 636 | 901 655 374 |
| Dépenses de fonctionnement | 120 849 713 479 | 0 | -20 178 423 204 | 0 | 100 671 290 275 | 28 627 362 178 | 72 043 928 097 | 28 380 984 368 | 28 | 27 296 627 613 | 27 269 956 461 | 27 | 27 225 594 116 | 26 323 938 742 | 901 655 374 |
| Transferts courants | 95 570 212 250 | 0 | 0 | 0 | 95 570 212 250 | 48 305 695 166 | 47 264 517 084 | 48 305 695 166 | 51 | 48 305 695 166 | 48 155 695 166 | 50 | 43 572 336 894 | 43 572 336 894 | 0 |
| 62 - Min Elevage | 6 384 307 000 | 0 | 0 | 495 761 264 | 6 880 068 264 | 2 664 787 817 | 4 215 280 447 | 2 653 551 318 | 39 | 2 304 256 975 | 2 007 587 365 | 29 | 1 820 719 688 | 1 633 009 003 | 187 710 685 |
| Dépenses de fonctionnement | 579 711 000 | 0 | 0 | 0 | 579 711 000 | 364 585 304 | 215 125 696 | 360 436 445 | 62 | 269 616 404 | 268 068 412 | 46 | 241 124 300 | 147 126 484 | 93 997 816 |
| Transferts courants | 204 596 000 | 0 | 0 | 0 | 204 596 000 | 116 869 000 | 87 727 000 | 116 869 000 | 57 | 116 869 000 | 116 869 000 | 57 | 116 869 000 | 116 869 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 4 165 000 000 | 0 | 0 | 445 761 264 | 4 610 761 264 | 1 273 333 513 | 3 337 427 751 | 1 266 245 873 | 27 | 1 007 771 571 | 712 649 953 | 15 | 552 726 388 | 459 013 519 | 93 712 869 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| Transfert en capital | 1 435 000 000 | 0 | 0 | 50 000 000 | 1 485 000 000 | 910 000 000 | 575 000 000 | 910 000 000 | 61 | 910 000 000 | 910 000 000 | 61 | 910 000 000 | 910 000 000 | 0 |
| 63 - Ministère de la Communication, des télécommunications et de | 4 824 654 000 | 0 | 755 957 000 | 11 000 000 | 5 591 611 000 | 3 365 521 459 | 2 226 089 541 | 3 352 363 459 | 60 | 3 168 218 542 | 3 054 283 221 | 55 | 3 013 198 700 | 2 920 675 043 | 92 523 657 |
| Dépenses de fonctionnement | 588 284 000 | 0 | 0 | 0 | 588 284 000 | 272 909 312 | 315 374 688 | 264 781 652 | 45 | 199 907 041 | 195 970 561 | 33 | 164 885 360 | 108 376 115 | 56 509 245 |
| Transferts courants | 921 370 000 | 0 | 100 000 000 | 0 | 1 021 370 000 | 920 000 000 | 101 370 000 | 920 000 000 | 90 | 920 000 000 | 820 000 000 | 80 | 820 000 000 | 820 000 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 565 000 000 | 0 | 0 | 11 000 000 | 576 000 000 | 241 655 147 | 334 344 853 | 236 624 807 | 41 | 117 354 501 | 107 355 660 | 19 | 97 356 340 | 61 341 928 | 36 014 412 |
| Transfert en capital | 2 750 000 000 | 0 | 655 957 000 | 0 | 3 405 957 000 | 1 930 957 000 | 1 475 000 000 | 1 930 957 000 | 57 | 1 930 957 000 | 1 930 957 000 | 57 | 1 930 957 000 | 1 930 957 000 | 0 |
| 65 - Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales | 38 644 711 000 | 0 | 0 | 0 | 38 644 711 000 | 35 190 151 161 | 3 454 559 839 | 34 852 404 627 | 90 | 34 400 500 666 | 34 378 614 016 | 89 | 34 358 820 185 | 34 269 081 422 | 89 738 763 |
| Dépenses de fonctionnement | 400 410 000 | 0 | 0 | 0 | 400 410 000 | 249 902 982 | 150 507 018 | 230 189 926 | 57 | 162 314 536 | 160 202 840 | 40 | 150 679 824 | 118 601 609 | 32 078 215 |
| Transferts courants | 18 326 301 000 | 0 | 0 | 0 | 18 326 301 000 | 18 238 634 332 | 87 666 668 | 18 238 634 332 | 100 | 18 238 634 332 | 18 238 634 332 | 100 | 18 238 634 332 | 18 238 634 332 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 990 000 000 | 0 | 0 | 0 | 990 000 000 | 674 613 847 | 315 386 153 | 606 580 369 | 61 | 222 551 798 | 202 776 844 | 20 | 192 506 029 | 134 845 481 | 57 660 548 |
| Transfert en capital | 18 928 000 000 | 0 | 0 | 0 | 18 928 000 000 | 16 027 000 000 | 2 901 000 000 | 15 777 000 000 | 83 | 15 777 000 000 | 15 777 000 000 | 83 | 15 777 000 000 | 15 777 000 000 | 0 |
| 68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement | 25 498 430 000 | 0 | -7 037 359 132 | 1 152 054 495 | 19 613 125 363 | 11 816 360 552 | 7 796 764 811 | 11 566 654 821 | 59 | 10 398 826 351 | 10 398 576 871 | 53 | 9 674 751 236 | 9 527 947 624 | 146 803 612 |
| Dépenses de fonctionnement | 249 808 000 | 0 | 0 | 0 | 249 808 000 | 109 961 180 | 139 846 820 | 108 961 219 | 44 | 89 413 512 | 89 164 032 | 36 | 84 183 403 | 56 528 939 | 27 654 464 |
| Transferts courants | 248 622 000 | 0 | 73 200 000 | 0 | 321 822 000 | 186 761 000 | 135 061 000 | 186 761 000 | 58 | 186 761 000 | 186 761 000 | 58 | 186 761 000 | 186 761 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 7 047 000 000 | 0 | 0 | 1 152 054 495 | 8 199 054 495 | 2 663 197 504 | 5 535 856 991 | 2 614 491 734 | 32 | 1 466 210 971 | 1 466 210 971 | 18 | 747 365 965 | 628 216 817 | 119 149 148 |
| Transfert en capital | 17 953 000 000 | 0 | -7 110 559 132 | 0 | 10 842 440 868 | 8 856 440 868 | 1 986 000 000 | 8 656 440 868 | 80 | 8 656 440 868 | 8 656 440 868 | 80 | 8 656 440 868 | 8 656 440 868 | 0 |
| 75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche | 93 828 744 000 | 0 | 2 106 400 000 | 48 530 072 | 95 983 674 072 | 65 969 871 079 | 30 013 802 993 | 65 431 371 079 | 68 | 65 163 994 684 | 65 162 006 620 | 68 | 65 107 526 806 | 65 067 274 367 | 40 252 439 |
| Dépenses de fonctionnement | 2 991 286 000 | 0 | 100 000 000 | 0 | 3 091 286 000 | 922 145 943 | 2 169 140 057 | 473 645 943 | 9 | 326 764 280 | 324 776 216 | 11 | 321 448 722 | 281 694 823 | 39 753 899 |
| Transferts courants | 80 933 458 000 | 0 | 2 006 400 000 | 0 | 82 939 858 000 | 63 270 310 352 | 19 669 547 648 | 63 180 310 352 | 76 | 63 180 310 352 | 63 180 310 352 | 76 | 63 180 310 352 | 63 180 310 352 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 2 027 000 000 | 0 | 0 | 48 530 072 | 2 075 530 072 | 127 414 784 | 1 948 115 288 | 127 414 784 | 6 | 6 920 052 | 6 920 052 | 0 | 5 767 732 | 5 269 192 | 498 540 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION : 2013**MOIS : 06-2013**

à la date du 30/06/13

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|-----------------------|------------------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------|------------------------|--------------|------------------------|------------------------|-----------------|------------------------|------------------------|-----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (14=12-15) |
| Transfert en capital | 7 877 000 000 | 0 | 0 | 0 | 7 877 000 000 | 1 650 000 000 | 6 227 000 000 | 1 650 000 000 | 21 | 1 650 000 000 | 1 650 000 000 | 21 | 1 600 000 000 | 1 600 000 000 | 0 |
| 80 - Ministère de la promotion de la bonne gouvernance | 75 000 000 | 0 | 489 070 000 | 0 | 564 070 000 | 62 346 960 | 501 723 040 | 62 346 960 | 11 | 9 750 000 | 9 750 000 | 2 | 8 800 000 | 8 800 000 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 75 000 000 | 0 | 0 | 0 | 75 000 000 | 3 996 019 | 71 003 981 | 3 996 019 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 0 | 0 | 489 070 000 | 0 | 489 070 000 | 58 350 941 | 430 719 059 | 58 350 941 | 12 | 9 750 000 | 9 750 000 | 2 | 8 800 000 | 8 800 000 | 0 |
| 81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones | 3 904 000 000 | 0 | 11 830 000 000 | 0 | 15 734 000 000 | 10 937 749 617 | 4 796 250 383 | 10 937 749 617 | 70 | 10 924 919 106 | 10 924 919 106 | 69 | 10 922 070 586 | 10 918 570 586 | 3 500 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 90 000 000 | 0 | 0 | 0 | 90 000 000 | 36 749 617 | 53 250 383 | 36 749 617 | 41 | 23 919 106 | 23 919 106 | 27 | 21 070 586 | 17 570 586 | 3 500 000 |
| Transferts courants | 14 000 000 | 0 | 0 | 0 | 14 000 000 | 0 | 14 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 3 800 000 000 | 0 | 11 830 000 000 | 0 | 15 630 000 000 | 10 901 000 000 | 4 729 000 000 | 10 901 000 000 | 70 | 10 901 000 000 | 10 901 000 000 | 70 | 10 901 000 000 | 10 901 000 000 | 0 |
| Totaux (1) | 1 226 066 000 000 | 0 | 430 540 330 | 25 765 000 000 | 1 252 261 540 330 | 618 537 837 031 | 633 723 703 299 | 589 935 558 819 | 47 | 534 859 866 662 | 531 186 074 556 | 42 | 507 705 056 975 | 476 321 699 452 | 31 383 357 523 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises